

Les soins de santé et la micro-mobilité alimentée par batterie au Québec

Jerome Ribesse

Directeur général

Synergie Santé Environnement



Le gouvernement du Québec, à l'instar d'autres juridictions internationales, s'est engagé à construire un solide réseau de recharge pour véhicules électriques à travers la province et à augmenter le nombre de véhicules électriques légers en circulation à deux millions d'unités d'ici 2030. À terme, 35 % des places de stationnement dans les immeubles d'habitation seront adaptées pour permettre l'installation de bornes de recharge, soit 600 000 places de stationnement. Cela comprend l'installation d'un total de 6 700 bornes de recharge rapide publiques et de 110 000 bornes de recharge publiques de niveau 2[1].

Un nombre croissant d'établissements de santé et de services sociaux québécois soutiennent l'orientation de la province en matière d'électrification des transports en lançant leurs propres projets pilotes. Poursuivez votre lecture en découvrant une initiative réussie d'engagement des employés à l'utilisation de vélos électriques au CISSS de l'Outaouais, mais aussi en apprenant comment l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel améliore la santé de son personnel tout en réduisant son empreinte écologique à l'aide de micro-mobilité alimentée par batterie.

Un établissement de santé et de services sociaux du Québec offre à ses employés des essais gratuits de vélos électriques

À la suite de la réalisation d'un plan de gestion des déplacements[2] par MOBI-O, le centre de gestion des déplacements de Gatineau, le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais (CISSS de l'Outaouais) a été retenu pour participer au projet VéloVolt d'Équiterre durant l'été 2022. Ainsi, du 11 juillet au 28 novembre 2022, les employés du CISSS de l'Outaouais intéressés ont pu tester gratuitement l'un des six vélos à assistance électrique mis à leur disposition pendant une durée allant de quelques heures à plusieurs semaines.

Le projet, porté par Équiterre, a été conçu pour permettre aux employés d'entreprises sélectionnées,

comme le CISSS de l'Outaouais, de tester des vélos électriques dans le but de les inciter à remplacer certains de leurs déplacements en automobile par un mode de transport actif et à zéro émission.

Sur les 20 000 employés que compte le CISSS de l'Outaouais, plus de 360 employés se sont inscrits sur la liste d'attente. En raison de l'absence de restriction de temps d'utilisation (l'emprunt pouvait aller de quelques heures à plusieurs semaines), seuls 49 employés ont pu tester un vélo électrique durant l'année 2022.

Les vélos à assistance électrique utilisés dans le cadre de ce projet étaient des vélos trois saisons qui ne pouvaient pas être utilisés en hiver car ils n'étaient pas jugés assez solides pour supporter les dommages importants associés à l'utilisation hivernale, tels que la perte de capacité des batteries, l'endommagement des composantes électriques en raison de l'humidité et de l'exposition au calcium, ou encore, des pannes mécaniques répétées dues aux conditions routières.



« Je fais l'essai d'un vélo à assistance électrique depuis une semaine ! C'est fan-ta-sti-que!!!! »

Émilie Castonguay,
Physiothérapeute en soins à domicile.

Les vélos quatre saisons sont plus durables, mais plus lourds et plus chers.

Les frais d'entretien, environ 150 \$ pour la saison, ont été assumés par Équiterre. Le CISSS de l'Outaouais devait juste identifier une personne pour s'occuper de la logistique des prêts.

Histoire d'une réussite

Le projet a connu un grand succès auprès des employés. Il avait l'avantage de leur permettre de se familiariser avec les vélos à assistance électrique et de réaliser qu'ils pouvaient remplacer certains de leurs déplacements en voiture, aussi bien en été qu'en automne, par des déplacements actifs.

L'essai a permis de dissiper un certain nombre d'idées reçues et de mieux comprendre le potentiel du vélo électrique :

- En utilisant des vélos électriques avec assistance au pédalage, leurs déplacements étaient moins pénibles et ils n'avaient pas besoin de se changer ou d'accéder à une douche au bureau, comme ils le feraient s'ils se déplaçaient avec un vélo ordinaire,
- En utilisant des vélos électriques, ils pouvaient parcourir de plus longues distances en un temps comparable à celui d'une voiture.



Légende : des employés du CISSS de l'Outaouais testent les vélos à assistance électrique. Source : CISSS de l'Outaouais

Plusieurs enjeux ont cependant été identifiés :

- Le point de collecte des vélos :
 - Était localisé au centre-ville de Hull, dans les bureaux de MOBI-O, le centre de gestion des déplacements de l'Outaouais. De nombreux employés ont mentionné qu'ils auraient aimé que ce soit plus proche de leur lieu de travail.
 - Était ouvert uniquement pendant les heures de bureau du lundi au vendredi, alors que pour des raisons pratiques, de nombreux employés auraient aimé venir les emprunter en soirée ou la fin de semaine.
- Le coût d'acquisition d'un vélo à assistance électrique est important pour de nombreux employés. Certains utilisateurs auraient aimé pouvoir acquérir l'un des six vélos à la fin du projet. Cependant, pour une raison inconnue, les règles d'Équiterre prévoyaient que les vélos ne pouvaient être vendus qu'au CISSS de l'Outaouais et non directement aux employés. Divers aspects administratifs ont empêché le CISSS de l'Outaouais d'acheter les vélos et de les revendre ensuite aux employés intéressés.

La suite

Dans la foulée de ce succès, le CISSS de l'Outaouais espère offrir à ses employés un système de prêt de vélos électriques permanent en faisant l'acquisition de huit vélos électriques à l'automne 2023. Le CISSS de l'Outaouais prévoit acheter trois vélos « quatre saisons » et cinq vélos « trois saisons » à Équiterre, grâce à une subvention du Ministère des transports du Québec. Afin de simplifier les prêts et d'étendre les périodes d'accessibilité en soirée et en fin de semaine, le CISSS de l'Outaouais établira une entente avec un atelier de mécanique vélo, ouvert les soirs et les fins de semaine. Cela garantira également que les vélos sont toujours en bon état.

Mentionnons qu'Équiterre a accepté que CISSS de l'Outaouais continue d'utiliser le nom VéloVolt.

Merci à Éric Ndandji, conseiller cadre développement durable et performance au CISSS de l'Outaouais pour sa participation et collaboration sur ce projet.

Un sondage sur les habitudes de déplacements des employés se traduit par des améliorations importantes pour les utilisateurs de vélos classiques et électriques à Montréal

L'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel (l'Institut) situé à Montréal, au Québec, s'est doté d'une démarche structurée en santé environnementale et développement durable en 2017, afin de réduire ses impacts environnementaux et d'améliorer la santé de ses patients et employés. Dans le cadre de cette démarche, à l'été 2019, une entreprise externe spécialisée en mobilité durable (MOVIA) a réalisé un portrait des déplacements domicile-travail des employés de l'Institut qui a, par la suite, permis au sous-comité mobilité durable d'orienter ses actions.

Ce portrait a permis d'identifier entre autres :

- The potential for modal transfer from solo car to bicycle (i.e., the number of employees who lived within 10 km of the Institute),
- The various issues limiting the use of bicycles as a commuting mode (e.g., the industrial environment (heavy industry) and the numerous truck trips in the Institute's environment; the absence of bicycle paths to and from the Institute; the Institute's location at the eastern end of the island of Montreal), and
- Improvements that could be made to make life easier for cyclists.

Afin d'identifier les solutions répondant le mieux aux besoins des cyclistes actuels de l'Institut, un sondage spécifique a été réalisé, ce qui a permis de concentrer l'énergie du sous-comité mobilité durable sur des actions réellement porteuses. L'enquête a notamment révélé que certains utilisateurs de vélos souhaitaient avoir accès à une place de stationnement protégée pour leur vélo plus cher.

L'enquête révèle également que plusieurs dizaines d'employés viennent travailler à vélo entre mai et octobre.

Si ces employés ont accès à de nombreux supports à vélos (l'Institut dispose d'espaces de stationnement pour vélos pour au moins 5 % de ses employés) protégés des intempéries, ainsi qu'à des douches et des vestiaires, l'enquête a révélé que ce qui manquait était un stationnement sécurisé qui pourrait réduire les incidents de vol.

De nombreux appareils de micro-mobilité, notamment les vélos électriques (e-bikes), sont très chers et les salariés ne sont pas enclins à laisser leur appareil sans protection dans les stationnements actuels. Ils étaient obligés de les ranger dans leur bureau ou d'utiliser des vélos moins chers pour venir travailler, ce qui allongeait leur temps de trajet.

Pour répondre à cette problématique et accompagner les utilisateurs de la micro-mobilité, l'Institut a aménagé à l'été 2023 un espace clôturé autour de certains supports à vélos existants. Un système de verrouillage électronique par carte d'employé sera installé à l'automne 2023 afin de garantir que seuls les employés inscrits aient accès à l'espace qui sera accessible totalement gratuitement.

L'un des avantages de cette zone est qu'il y a de la place pour augmenter la capacité de stationnement de 10 à 15 vélos si la demande augmente.



Légende : Stationnement à vélos protégé contre le vol, adjacent au stationnement à vélos existant devant l'entrée principale de l'Institut. L'accès à la recharge électrique sera bientôt disponible.

Source : Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel





Légende : La station de réparation Biciborne fabriquée au Canada, qui sera bientôt installée, est équipée d'une pompe à air et de multiples outils pour améliorer l'expérience utilisateur des vélos classiques et des vélos électriques et ajouter un élément d'autonomie. Source : <https://biciborne.com/fr/>

Par ailleurs, l'Institut prévoit implanter une station de réparation ainsi que des bornes de recharge électrique afin de répondre à la demande des utilisateurs de vélos électriques.

Les utilisateurs de vélos électriques de l'Institut sont très satisfaits de la réponse de la direction aux résultats du sondage sur les habitudes de déplacement des employés, qui a permis d'améliorer la sécurité des nombreux vélos classiques et vélos électriques et d'accroître la tranquillité d'esprit des utilisateurs.

Une première étape essentielle qui permet de développer une offre de mobilité électrique au sein de votre établissement consiste à interroger les utilisateurs et à élaborer des politiques basées sur les besoins actuels et futurs.

Merci à Émilie Coderre, Vice-présidente du Comité santé environnementale et développement durable à l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel pour sa participation et collaboration sur ce projet.

References:

[1] <https://www.quebec.ca/en/government/policies-orientations/quebec-electric-vehicle-charging-strategy#:~:text=Targets%20for%202030&text=By%202030%2C%2035%25%20of%20parking,Level%20%20public%20charging%20stations>

[2] Un plan de gestion des déplacements permet à un employeur de mettre en place des actions efficaces pour guider ses employés vers des choix de transport durables. Ce plan vise à réaliser un diagnostic complet de l'accessibilité aux lieux de travail et à proposer des solutions alternatives à l'auto-solo pour les déplacements domicile-travail.

À propos de nous : La Coalition canadienne pour un système de santé écologiques est le principal réseau de ressources pour des soins de santé écologiques au Canada. Nous exerçons un leadership dans l'amélioration des pratiques environnementales du secteur de la santé canadien en agissant à titre de porte-parole national et de catalyseur de changement environnemental. À travers de nombreuses collaborations, nous nous efforçons de réduire l'impact écologique des soins de santé à travers la prestation de soins compatissants tout en offrant une plate-forme permettant de discuter et de promouvoir les meilleures pratiques, l'innovation, la responsabilité environnementale et la résilience au changement climatique. www.greenhealthcare.ca

Merci à Jérôme Ribesse et à Synergie Santé Environnement (SSE) pour leur collaboration à ce projet.

Rédigé et révisé par Kent Waddington, directeur des communications, Coalition canadienne pour un système de santé écologique, et Autumn Sypus, coordonnatrice du marketing et de la sensibilisation, Coalition canadienne pour un système de santé écologique. Conception/mise en page par Autumn Sypus.

Partial Funding by
Natural Resources
Canada

Canada



The Canadian Coalition
for Green Health Care
Coalition canadienne pour
un système de santé écologique



SYNERGIE SANTÉ
ENVIRONNEMENT

